Les développements de la crise économique en Europe

France : croissance en trompe-l'œil au 4e trimestre 2009

Alors que l'INSEE prévoyait en décembre une croissance de 0,3% au 3e trimestre et de 0,4% au 4e, il a révise à la baisse la croissance du 3e trimestre (0,2%) et à la hausse celle du 4e (0,6%).

L'accélération de la croissance cache-t-elle le début d'une franche reprise ou n'est-elle qu'un sursaut sans lendemain ? Tout indique que nous sommes engagés dans le second scénario.

Qu'est-ce qui a tiré la croissance ?

- La consommation a augmenté de 0,9%; mais la hausse n'est pas durable : diminution de la prime à la casse en 2010 (ce qui explique les achats importants en voiture fin 2009 : +8%), et surtout stagnation durable des salaires.
- Les entreprises ont reconstitué massivement leurs stocks, qui ont contribué à hauteur de +0,9% à la croissance du PIB ! Sans la variation des stocks, le PIB aurait décru !

En revanche, l'investissement des entreprises a fléchi de 0,8%, bien plus fortement que prévu. Le solde commercial se dégrade : l'économie française ne profite pas de la forte croissance dans certains pays émergents, ce qui témoigne du recentrage des économies asiatiques, mais aussi d'une perte de compétitivité des entreprises françaises.

Sur le total de l'année 2009, la consommation a augmenté de 0,8% alors que l'investissement des entreprises a plongé de 7,7%.

Si l'économie française s'en sort apparemment beaucoup mieux que les autres pays de l'UE, cela ne devrait pas durer. La croissance devrait fléchir à nouveau, et les destructions d'emploi se poursuivre. En France comme ailleurs, nous voyons les limites des « plans de relance » qui ont permis, pendant un temps, le maintien de la

consommation, sans permettre une relance de l'investissement. Désormais, les gouvernements vont tout faire pour faire payer aux travailleurs les plans de relance qui ont accru les déficits publics et la dette.

Zone euro : la stagnation économique se confirme…

Après la crise financière entre l'été 2007 et l'automne 2008, la crise économique entre l'automne 2008 et l'été 2009, voici le temps de la crise sociale : la bourgeoisie ne peut que faire payer plein pot les travailleurs !

Après une croissance de 0,4% au 3e trimestre, la zone euro a connu une croissance de 0,1% au 4e. Sur l'ensemble de l'année 2009, le PIB européen a chuté de 4%. La chute est plus sévère qu'aux USA, et la « reprise » de la croissance bien plus faible (+1,4% de croissance aux USA au 4e trimestre 2009). N'en déplaisent aux réformistes de tout poil, une des raisons essentielles à ce différentiel est que les USA ont massivement licencié (le chômage est passé de 4% à 10% en deux ans), alors que les Européens n'ont pas autant ajusté leurs effectifs, ce qui a plombé leur productivité et donc leur compétitivité. En 2010, les capitalistes européens n'ont pas d'autre choix que sabrer dans les « sureffectifs » pour tenter de regagner en compétitivité.

Dans la zone euro, la production industrielle a chuté en 2009 de 15% par rapport à 2008. Sur ce terrain, les « plans de relance » sont un échec complet : ils ont simplement permis le maintien de la consommation, au prix de déficits publics gigantesques et d'un gonflement de la dette. Ils ont amoindri la chute, mais ils grèvent désormais la croissance. Quant aux politiques monétaires expansionnistes, elles n'ont pas relancé le crédit, mais elles ont par contre nourri de nouvelles bulles et permis aux banques de s'engraisser… jusqu'à la prochaine crise financière.

De façon générale, et pas seulement en Grèce, les déficits ont atteint un seuil critique. Dans tous les pays, les gouvernements capitalistes vont accélérer les contre-réformes pour faire payer les plans de relance (financés jusqu'à maintenant par la dette) par les travailleurs. Peu importe leurs étiquettes, « socialistes » ou « conservateurs », de « gauche » ou de « droite », il n'y a qu'une politique capitaliste correspondant aux intérêts du système. D'ailleurs, ce sont des gouvernements « socialistes » qui tapent le plus dur sur les travailleurs (en Grèce, en Espagne, au Portugal) car ces puissances de second ordre de la zone euro sont les plus en difficulté.

Avec la floraison des plans de rigueur, c'est le mythe de l'alternative « keynésienne », faite de politiques monétaires et budgétaires volontaristes, qui s'effondre. S'il suffisait de sortir de la crise en créant de la monnaie ou en creusant le déficit public, cela se saurait. Ce n'est pas le méchant capital financier qui empêche la sortie de crise ou qui remet en cause l'action vertueuse des États. C'est simplement que les recettes keynésiennes ne font pas disparaître les contradictions du système capitaliste. Pour

qu'une véritable reprise économique voit le jour, une immense destruction de capital est nécessaire, soit par la guerre, soit par la liquidation (mise en faillite) d'une grande partie de l'appareil productif. La barbarie pour recommencer un nouveau cycle d'accumulation… ou le socialisme.

Situation explosive en Grèce : les travailleurs parviendront-ils à empêcher la cure d'austérité et par là même à ouvrir la perspective de leur propre gouvernement ?

Les fragilités de la zone euro

Pour fonctionner correctement, une union monétaire capitaliste doit avoir des mécanismes qui permettent de faire face aux asymétries structurelles (écart des gains de productivité, taux d'endettement, etc.) et d'absorber les chocs asymétriques (pertes de croissance, difficultés budgétaires, sorties de capitaux) qui affectent certains pays de l'union. La mobilité des forces de travail et du capital doit être suffisamment forte pour homogénéiser les conséquences de ces chocs entre les différents pays de l'union. Or, ces mécanismes n'existent pas dans la zone euro. Il n'y a pas non plus de dispositifs institutionnels qui permettraient que les pays en mauvaise santé bénéficient automatiquement de transferts publics pour amortir les chocs. Le budget de l'UE est ridiculement faible (1,1% du PIB européen), les traités européens interdisent les aides directes de l'UE à un pays membre et la Banque centrale européenne a interdiction d'acheter des titres de dette émis par les États (ce qui permettrait de faire baisser les taux d'intérêt, comme cela se fait aux USA). En l'absence de mécanisme de péréquation budgétaire au niveau européen, il y a un risque d'hétérogénéité croissante, qui menace la stabilité de la zone euro. Nouriel Roubini, que les média présentent comme l'économiste qui a su prédire la crise avant tout le monde, va jusqu'à prédire l'explosion de la zone euro.

Aujourd'hui, quand un pays de la zone euro subit un choc (un choc financier pour la Grèce avec une montée des taux d'intérêt ; un choc économique pour l'Espagne, particulièrement pénalisée par l'explosion de la bulle immobilière), il n'y a qu'un seul « remède » : la cure d'austérité qui frappe essentiellement les travailleurs. Alors qu'un pays souverain pourrait dévaluer sa monnaie pour regagner en compétitivité, c'est impossible pour un pays de la zone euro : l'ajustement se fait par la baisse des salaires et des prix (déflation). Un pays en difficulté aurait-il alors intérêt à sortir de la zone euro ? Non, puisque les États de la zone euro s'endettent en euros… Une sortie de la zone, qui s'accompagnerait automatiquement d'une dévaluation de la monnaie nationale (recréée), ferait alors exploser les sommes à rembourser. Cela entraînerait probablement un défaut de paiement (l'effacement de ses dettes) de l'État qui prendrait ce risque. Avec pour conséquence un plan d'ajustement drastique pour espérer regagner la confiance des investisseurs. Le défaut de paiement de la Grèce ou d'un autre État aurait des conséquences catastrophiques sur les autres économies, puisque les banques (européennes notamment) détiennent des titres de la dette

grecque.

Bref, il n'est dans l'intérêt d'aucun pays de la zone euro de laisser s'écrouler l'un des siens. Ce n'est pas une question de « générosité » ou de « solidarité », mais de sauvegarde du système bancaire européen. D'ailleurs, Sarkozy et Merkel comptent bien mettre le minimum la main à la poche, en mettant la pression maximale sur l'État grec pour qu'ils mettent en place les contre-réformes le plus rapidement possible. Cependant, cela ne veut pas dire qu'ils vont y réussir : les conséquences du développement de la crise en Europe sont difficiles à prévoir, mais peuvent être catastrophiques.

L'économie grecque au bord du gouffre

La situation de l'économie grecque est critique. Elle s'enfonce dans la récession : -0,5% au 3e trimestre 2009, puis -0,8% au 4e . L'investissement est en chute libre et le taux de chômage atteint désormais 18%. Le déficit commercial est énorme (10% du PIB). Le déficit budgétaire a atteint 12,7% du PIB en 2009, et la dette publique est estimée à 113% du PIB. L'explosion récente de la dette vient notamment du fait que l'État est venu massivement au secours des banques : en garantissant les emprunts faits par les entreprises, l'État a pris en charge les intérêts des entreprises qui ont fait défaut dans leurs remboursements.

Les agences de notation ont dégradé la note de la Grèce (quant à sa capacité à rembourser sa dette), ce qui a eu pour effet immédiat de faire grimper les taux d'intérêt, alimentant un cercle vicieux pouvant conduire au défaut de paiement de l'État grec. Les écarts de taux entre l'Allemagne (environ 3%) et la Grèce (environ 6-7%) deviennent impressionnants pour des pays ayant la même monnaie.

Désormais, il s'agit de faire payer plein pot les travailleurs pour le sauvetage des capitalistes. Sous peine de ne plus pouvoir rembourser les intérêts de la dette, l'État grec va multiplier les contre-réformes.

Les mesures gouvernementales contre les travailleurs

Les annonces gouvernementales se succèdent : il s'agit de taper toujours plus fort pour rassurer les marchés et éviter le défaut de paiement :

- Fonctionnaires : gel du salaire, baisse de 10% des primes, diminution des heures supplémentaires, arrêt total des embauches ;
- Hausse de la fiscalité : suppression d'exonérations fiscales, augmentation des droits d'accises sur le tabac et les alcools, mesures pour limiter la fraude fiscale, et création d'un impôt sur la fortune (pour donner l'illusion que les efforts sont équitablement répartis) ;
- Recul de deux ans de l'âge de départ à la retraite (passant de 61 à 63 ans) ;
- Mise en place de réformes structurelles pour flexibiliser le marché du travail.

Le gouvernement pourrait encore devoir aller plus loin, notamment en privatisant à tour de bras. Il reste encore 52 entreprises publiques dont la société des chemins de fers qui perd 2 milliards d'euros tous les ans. Il a également annoncé qu'il pourrait relever la TVA (comme l'a déjà fait le Royaume-Uni, lui aussi en grande difficulté budgétaire).

La quasi-tutelle de l'Union européenne sur l'État grec

Pendant deux mois (en décembre et en janvier), les autres gouvernements de l'Union européenne ont espéré que l'État grec réussirait à enrayer la défiance des investisseurs. Voyant que cela ne suffirait pas, l'Allemagne et la France ont décidé d'affirmer qu'ils ne laisseraient pas tomber la Grèce (sans préciser les moyens qu'ils pourraient utiliser), tout en resserrant encore davantage le contrôle des institutions européennes (Commission et Conseil) sur le gouvernement grec (reconnu coupable de « manipulations statistiques »).

Dans un premier temps, la Grèce va devoir réduire son déficit à 8,7% en 2010, puis à 5,6% en 2011 et à 2,8% en 2012. Elle devra se soumettre à un suivi mensuel du Conseil européen, et sera surveillée en permanence par la Commission.

Certaines voix, surtout chez les « socialistes » européens, se font entendre pour renforcer la « gouvernance » économique de la zone euro. Au-delà des effets d'annonce, il n'est pas exclu, si la crise s'aggrave, que Merkel et Sarkozy obligent les États les plus faibles à être mis sous tutelle budgétaire de l'UE, en donnant la possibilité à l'UE ou à la zone euro de décider directement de la politique budgétaire des États membres surendettés.

A court terme, le plus probable est que les États les plus puissants de la zone euro aident directement l'État grec, par des prêts bilatéraux ou en se portant garant de la dette grecque. Des fonds européens pourraient également être débloqués par anticipation, et la Banque européenne d'investissement pourrait lever des fonds pour aider la Grèce. Mais il n'est pas sûr que ces « bricolages » suffisent si le prolétariat grec donne une autre dimension à la crise.

Le prolétariat grec se mobilise pour ne pas payer la crise

Le gouvernement « socialiste » (PASOK) a appelé à « l'union sacrée» pour faire face à la crise. Il a immédiatement obtenu le soutien du principal parti de l'opposition de droite, et il peut compter sur le soutien de la bureaucratie syndicale, à savoir les dirigeants des deux principales confédérations : la GSEE qui regroupe environ 600 000 travailleurs du privé, et l'ADEDY qui regroupe près de 300 000 fonctionnaires.

Dans un premier temps, les dirigeants de la GSEE et de l'ADEDY n'ont proposé aucune riposte : seul le Front de lutte syndical (émanation du KKE, le parti communiste stalinien) a organisé une journée de grève le 17 décembre, qui a obtenu une succès

dépassant l'audience habituelle de ce Front.

Le 10 février, l'ADEDY a été obligée d'appeler à une journée de grève dans la fonction publique : la grève a été majoritaire, même si les manifestations n'étaient pas massives (moins de 10 000 manifestants à Athènes).

Le 24 février, la GSEE, rejointe par l'ADEDY, appelle à une simple journée de grève interprofessionnelle. Les bureaucraties syndicales espèrent que quelques journées d'action pourront canaliser la colère des travailleurs grecs, et éviter une mobilisation plus puissante qui les déborderait et menacerait sérieusement l'application du plan d'austérité du gouvernement.

Une épreuve de force s'engage entre le prolétariat d'un côté, la bourgeoisie et ses laquais dans le mouvement ouvrier (les bureaucrates syndicaux) de l'autre. Si le prolétariat grec empêche ou retarde l'application du plan d'austérité, cela ouvrirait une crise politique en Grèce, pouvant aller jusqu'au défaut de paiement et à la sortie de la zone euro. Avec probablement des répercussions dans l'Europe entière.

Après la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie … ?

Si la Grèce est un maillon faible, ce n'est pas le seul : les investisseurs s'inquiètent de l'incapacité de certains pays européens à faire face à leurs déficits. Après la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne et l'Italie sont en premières lignes et les investisseurs redoutent une contagion de la défiance à ces deux pays par un « effet domino ». L'effondrement des Bourses de Madrid et de Lisbonne, jeudi 4 février, témoigne de la défiance grandissante des marchés vis-à-vis de la solvabilité des économies espagnole et portugaise.

Le gouvernement irlandais a été le premier à mettre en place un plan d'austérité : baisse de salaire des fonctionnaires, baisse des allocations sociales, hausse des impôts. Aujourd'hui, les gouvernements (« socialistes ») portugais et espagnols mettent actuellement en place des plans de rigueur. Fin janvier, Zapatero a donné le feu vert à un plan de rigueur destiné à économiser 50 milliards d'euros sur trois ans, accompagné d'un recul de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans. Mais sous la pression des syndicats, le gouvernement tarde à préciser les modalités de la réforme des pensions. Le ministère de l'économie a dû retirer, quelques heures après avoir rendu public le document, le paragraphe prévoyant une augmentation de 15 à 25 ans de la durée prise en compte pour le calcul des retraites.

Bien évidemment, la France ne sera pas épargnée : à l'unisson des dirigeants européens (« socialistes » ou « conservateurs »), Sarkozy va présenter sa réforme des retraites…

Gaston Lefranc, le 28 janvier 2010